

L'Italie favorable à une réforme du G8

Dans une interview, le ministre de l'Economie et des Finances italien, Giulio Tremonti, dont le pays préside le G8 cette année, estime que cette enceinte n'est plus représentative du monde actuel. Le G20 non plus. Lire page 7

GIULIO TREMONTI LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES ITALIEN

« La mondialisation a entraîné une dégénérescence du capitalisme »

ÉLU AU PARLEMENT ITALIEN depuis 1994 et l'un des chefs de file de Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, Giulio Tremonti a été nommé le 7 mai 2008 au poste de ministre de l'Economie et des Finances après la victoire du parti de Silvio Berlusconi aux élections législatives. Un poste qu'il a déjà occupé dans le premier et le second gouvernements formés par « Il Cavaliere ». Avocat de formation, Giulio Tremonti est professeur de droit fiscal à l'université de Pavie et continue de diriger la branche italienne de l'Institut Aspen.

Comment expliquez-vous la crise actuelle ?

Au cours de la dernière décennie, la mondialisation a entraîné une dégénérescence du capitalisme. L'économie mondiale souffre aujourd'hui de quatre maladies. La première concerne les banques. Leur mission historique est de collecter des fonds puis de prêter en assumant les risques que cela implique. Avec le règne de ce que j'appellerais la techno-finance, on a intégré le crédit dans un produit. Plus on vendait ce produit, plus on gagnait, et moins on supportait de risques. Cela n'a rien à voir avec le fonctionnement sain d'une banque. La deuxième est liée à des questions géographiques. La globalisation a créé un marché mondial unique. Mais les juridictions sont restées disparates. Nombreux sont les endroits où les réglementations restent théoriques, personne ne les

Face à cette crise, nous sommes comme dans un jeu vidéo, un monstre en cache un autre.

respectant. La mondialisation a donc créé des opportunités pour contourner ces juridictions et vivre dans un monde sans règles. Troisièmement, le capitalisme originel était basé sur un type idéal d'entreprises. Aujourd'hui, le cœur du capitalisme mondial, sa partie la plus stratégique, n'est plus dans les mains de ces entreprises mais dans celle des fonds d'investissement. Enfin, la compatibilité des entreprises reposait autrefois sur deux piliers : le bilan et le compte de résultat. Ces derniers temps, tout le monde s'est focalisé sur le résultat en oubliant la valeur patrimoniale telle qu'elle s'exprime dans le bilan d'une entité. Or cette dernière est essentielle dans une perspective de long terme. Une logique de gestionnaire s'est imposée au détriment des entrepreneurs.

Aujourd'hui, face à cette crise, j'ai le sentiment que nous sommes comme dans un jeu vidéo. A chaque fois que nous abattons un monstre, nous croyons avoir gagné et nous relâchons notre effort, mais un deuxième monstre, plus fort, resurgit. A ce stade, nous en sommes à sept monstres, parmi lesquels je citerais le « subprime », évidemment, mais aussi l'effondrement du crédit, la faillite des grandes institutions financières, l'effondrement des marchés financiers. Sans oublier les produits dérivés, dont l'encours représente douze fois le PIB mondial et que personne n'est en mesure de cerner précisément !

Vous qui prenez la présidence tournante du G8 cette année, que préconisez-vous ?

Il y a dix ans, le G7 représentait 80 % du PIB mondial, était unifié autour d'une devise, le dollar, et incarnait les valeurs dominantes de démocratie. Maintenant, le G8 (G7 plus Russie) pèse seulement la moitié du PIB mondial. Le G8 n'est donc plus représentatif du monde

dans lequel nous vivons. D'un autre côté, le G20 n'est pas optimal non plus. Comment justifier l'absence de l'Égypte et de l'Espagne dans ce nouveau groupe de pays ? Il est difficile de dire aussi que l'Arabie saoudite représente le monde arabe. Nous sommes donc ouverts à toute solution qui élargisse le G8. Mais, pour nous, le plus important, c'est surtout d'avancer sur le fond. Le siècle précédent était fondé sur le standard de l'or, il faut que ce siècle fonctionne sur un standard juridique. Nous travaillons sur un projet de document à présenter en février à Rome qui exposera ces valeurs juridiques de transparence. Une autre proposition concerne l'aide aux pays pauvres. Le système de l'aide publique au développement consiste à prêter de l'argent public à des gouvernements africains. En un sens, cela revient à prendre de l'argent aux pauvres des pays riches pour le donner à des riches des pays pauvres. Ce genre de capitaux finit souvent dans les paradis fiscaux, voire dans l'industrie de l'armement. Nous proposons plutôt de diminuer la TVA sur certains produits en provenance des pays pauvres de manière à ce que cela bénéficie aux ONG dans ces pays. Notre but est d'introduire de nouvelles idées dans le débat, mais cela prendra forcément du temps avant que tout cela se concrétise.

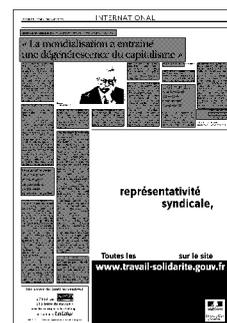
Pensez-vous que l'Europe restera unie jusqu'au bout pour pousser la réforme du système financier international ?

La crise a été gérée pour l'essentiel par les gouvernements, non par la Commission européenne. C'est la méthode intergouvernementale qui a fait ses preuves. C'est important, en termes politiques, car les gouvernements ressortent durablement renforcés de cette épreuve. Le leadership du président Sarkozy a été déterminant. J'ai également été

frappé, en écoutant le chef de l'Etat français et la chancelière allemande lors du colloque « Nouveau monde, nouveau capitalisme » organisé la semaine passée à Paris, par leur impressionnante communauté de vues. Il y a une culture commune à l'Europe. Nous parlons tous d'économie sociale de marché. Cela signifie que c'est la loi qui transmet les valeurs éthiques vers l'économie.

Jean-Claude Trichet a proposé que la BCE prenne une part plus active dans la supervision du système bancaire et financier européen. Qu'en pensez-vous ?

Je pense que c'est une bonne idée. Un proverbe chinois dit que 100.000 aiguilles ne font pas une épée. Autrement dit, pour les Européens qui fonctionnent dans un marché unique, il faut davantage de coordination pour être efficace. Je suis favorable à un superviseur unique pour l'ensemble des institutions financières. Il est impossible de continuer à fonctionner avec un seul marché et vingt-sept autorités différentes. Il y a des résistances,



mais c'est absurde de
ainsi.

Quelle est la situation de votre pays face à cette crise ?

D'abord il ne faut pas sous-estimer l'économie italienne. Il faut se méfier des statistiques du PIB. Non

Le G8 n'est plus représentatif du monde dans lequel nous vivons.

seulement elles n'intègrent pas l'économie informelle, mais, surtout, une bonne part de l'activité de nos entreprises est réalisée en dehors de nos frontières. Les entreprises italiennes ont souvent un holding

au Luxembourg, une marque déposée aux Pays-Bas, une structure commerciale en Suisse ou en Autriche et des investissements en Europe centrale. Seules les entreprises cotées consolident tout cela dans leur bilan. Il en résulte que l'économie italienne est plus forte que ce que le PIB laisse penser. L'autre point positif que je veux faire remarquer, c'est que nos banques ont peu souffert de la crise du « subprime ». Rares sont celles où l'on parle anglais ! Leur exposition aux actifs toxiques est donc restée extrêmement limitée. Aujourd'hui, nos banquiers ne réclament même pas qu'on vienne à leur secours.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CATHERINE CHATIGNOUX,
GABRIEL GRÉSILLON
ET RICHARD HIAULT